

Rapport d'activité
2017-2018



-Mai 2018-

MOT DU PRÉSIDENT

Au nom du conseil d'administration du Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec, j'ai le plaisir de vous présenter le bilan annuel 2017-2018.

Rappelons que le Pôle est un regroupement d'entreprises et d'acteurs du soutien voués à maximiser la contribution de l'économie sociale au développement des territoires. Le Pôle assure ainsi la réalisation d'actions de soutien à partir des besoins des entreprises et selon les mandats respectifs des partenaires. Il contribue au développement du modèle d'affaires collectif en créant des outils d'analyse, des parcours entrepreneuriaux et des activités de recherche. Le Pôle concourt au développement des compétences entrepreneuriales et appuie les interventions de soutien et d'accompagnement notamment par des outils de gestion. Il est instigateur d'outils et d'évènements promotionnels. Enfin, le Pôle joue un rôle important de vigie et de représentation afin d'optimiser la consolidation et le développement du secteur. Il est un lieu d'arrimage et d'interface entre le gouvernement et les milieux locaux.

L'année 2017-2018 marque l'an trois du protocole quinquennal (2015-2020) entre les Pôles d'économie sociale du Québec et le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI). Rappelons que ce protocole est associé au Plan d'action gouvernemental pour l'économie sociale (PAGES 2015-2020). Nous avons poursuivi le déploiement des activités liées à notre plan d'action quinquennal, notamment sur le plan du continuum de services pour le développement et la consolidation du secteur, et ce, en regard des spécificités territoriales.

Par ailleurs, se sont ajoutés aux activités régulières deux projets d'envergure, le projet *Jeunesse* et le projet *La relève agricole au féminin : vers de nouveaux outils collectifs*. Le premier a été réalisé grâce à un financement lié à la stratégie jeunesse nationale. Ce financement a été octroyé au Chantier de l'économie sociale et a permis de tenir cinq projets pilotes dont celui pour le Centre-du-Québec. Le deuxième projet est issu des travaux de l'Antenne régionale en innovation en économie sociale. Soutenu financièrement par le Secrétariat à la condition féminine, ce projet a conduit à un important forum.

Pour terminer, je tiens à remercier mes collègues du conseil d'administration pour leur implication indéfectible à la mission du Pôle.

André Nadeau, président



L'ÉCONOMIE SOCIALE...
Ça parle d'argent et de valeurs humaines.

ORIENTATION 1

CONCERTATION ET MISE EN RÉSEAU

1^{ER} OBJECTIF

ASSURER LA CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES LOCAUX ET RÉGIONAUX EN ÉCONOMIE SOCIALE AFIN DE RENFORCER LES COLLABORATIONS, LA COHÉRENCE ET L’HARMONISATION DES PRATIQUES

Notre principale instance de concertation est le conseil d’administration. L’objectif d’unir les expertises afin de maximiser la contribution de l’économie sociale au développement des collectivités de notre région demeure au centre des réflexions.

▪ **Conseil d’administration du Pôle | 6 rencontres régulières | 1 rencontre de l’exécutif**

Président :	André Nadeau, Centre L’Assomption de Saint-Léonard-d’Aston
Vice-présidente :	Christine Boisvert, PIVOT Centre-du-Québec
Vice-présidente :	Danielle René, Logisoutien
Secrétaire :	Francyne Ducharme, Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec (TCMFCQ)
Trésorière:	Johanne Therrien, Corporation de développement économique (CDÉ) de Victoriaville et sa région
Administratrices:	Marie-Line Audet, Inter-CDC Centre-du-Québec (de décembre 2017 à mars 2018) Lucie Allard, CPE Chez-Moi Chez-Toi Gisèle Kouamé-Mida, Café des 4 Ponts Valérye Bédard, ORAPÉ
Administrateurs :	Bernard Brochu, Centre des Arts populaires Louis Gagné, Ressourcerie Transition Jean Gosselin, L’Autre Fabrik Simon Houle, MRC de L’Érable (jusqu’en décembre 2017) Paul Lavergne, CSN
Poste vacant :	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki
Membres observateurs :	Ministère de l’Économie, des Sciences et de l’Innovation (MESI)

▪ **AGA | Tournée du Chantier de l’économie sociale**

En septembre 2017, nous avons tenu notre assemblée générale annuelle (AGA) en présence de 19 représentantes et représentants d’entreprises d’économie sociale, d’organisations et de ministères partenaires au secteur. À cette occasion, nous avons accueilli Jean-Martin Aussant, directeur général du Chantier de l’économie sociale, dans le cadre de la Tournée du Chantier de l’économie sociale. La journée du 12 octobre se voulait un moment privilégié pour discuter avec ce dernier du modèle de développement économique dominant, de la transformation de ce dernier au cours des dernières années et de la place de l’économie sociale dans le développement économique de notre région.

La tournée a débuté avec une visite du Parc Marie-Victorin, une entreprise d’économie sociale de Kingsey Falls qui se démarque par son dynamisme et son rayonnement national et international. Par la suite, des élus municipaux de la région et les membres du conseil d’administration du Pôle d’économie sociale du Centre-du-Québec ont diné en privé en compagnie de Jean-Martin Aussant et monsieur Philippe Garant, directeur général du Réseau d’investissement social du Québec (RISQ). La journée s’est terminée avec un Forum sur le thème de *La transformation du modèle de développement et la place de l’économie sociale*. Cet événement s’est tenu au Campus de l’UQTR à Drummondville. En présence d’une quarantaine de personnes, Jean-Martin Aussant a donné la conférence d’ouverture.

Protocole MESI-Pôle 2015-2020 | 12 rencontres

Nous avons tenu deux (2) rencontres de travail pour le positionnement du Pôle, dont une démarche de réflexion à partir du *Business Model Canvas* et le *Value Proposition Canvas*. Ces travaux vont se poursuivre au cours de l'année 2018-2019. Se sont ajoutées, quatre (4) rencontres pour le projet d'accompagnement pour l'implantation d'outils de gestion (tableaux de bord et coût de revient) auprès des entreprises d'économie sociale.

Partenaires nationaux :

- Un webinaire avec les Pôles pour suivi au protocole (financement et règles administratives).

2^E OBJECTIF

SOUTENIR LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA RÉGION, NOTAMMENT PAR DES ACTIVITÉS D'ÉCHANGES ET DE RÉSEAUTAGE

▪ **Rencontres sectorielles et territoriales, notamment en lien avec les créneaux du PAGES**

Nous avons poursuivi notre contribution pour le regroupement des entreprises d'économie sociale en aide à domicile (EÉSAD). Nous assurons la concertation régionale (5 rencontres). Nos principaux travaux portent sur les mesures liées au **PAGES** (créneau lié au vieillissement de la population) : « *Pour renforcer la réponse des entreprises d'économie sociale aux besoins des personnes âgées ou en perte d'autonomie, le gouvernement soutiendra les entreprises d'économie sociale en aide à domicile afin de consolider les services d'aide à la vie domestique et d'offrir de nouveaux services d'aide à la vie quotidienne. Ce soutien prendra deux formes, la formation des préposés travaillant au sein de ces entreprises pour la prestation de services d'aide à la vie quotidienne et d'aide à la vie domestique, par un investissement de 6,5 millions de dollars; et le soutien aux entreprises d'aide à domicile qui souhaitent améliorer leurs pratiques de gestion. Ainsi, l'initiative Meilleures pratiques d'affaires leur permettra d'avoir accès à des outils techniques, à de la formation et à de l'accompagnement sur des thèmes variés, tels que le calcul d'un coût de revient, le diagnostic organisationnel, l'exercice de planification stratégique, l'opérationnalisation et l'instauration d'un tableau de bord, le développement de marchés, le marketing, etc. Cette initiative sera soutenue à hauteur de 1,6 million de dollars par le gouvernement* ». Nous avons également soutenu les travaux de négociation et d'analyse relativement au contrat de service avec le CIUSSS : *Services d'assistance personnelle de base, non réglementés, administration des médicaments et surveillance*. En complément, nous avons fait trois (3) rencontres de travail pour assurer la signature du protocole par l'ensemble des EÉSAD du territoire.

3^E OBJECTIF

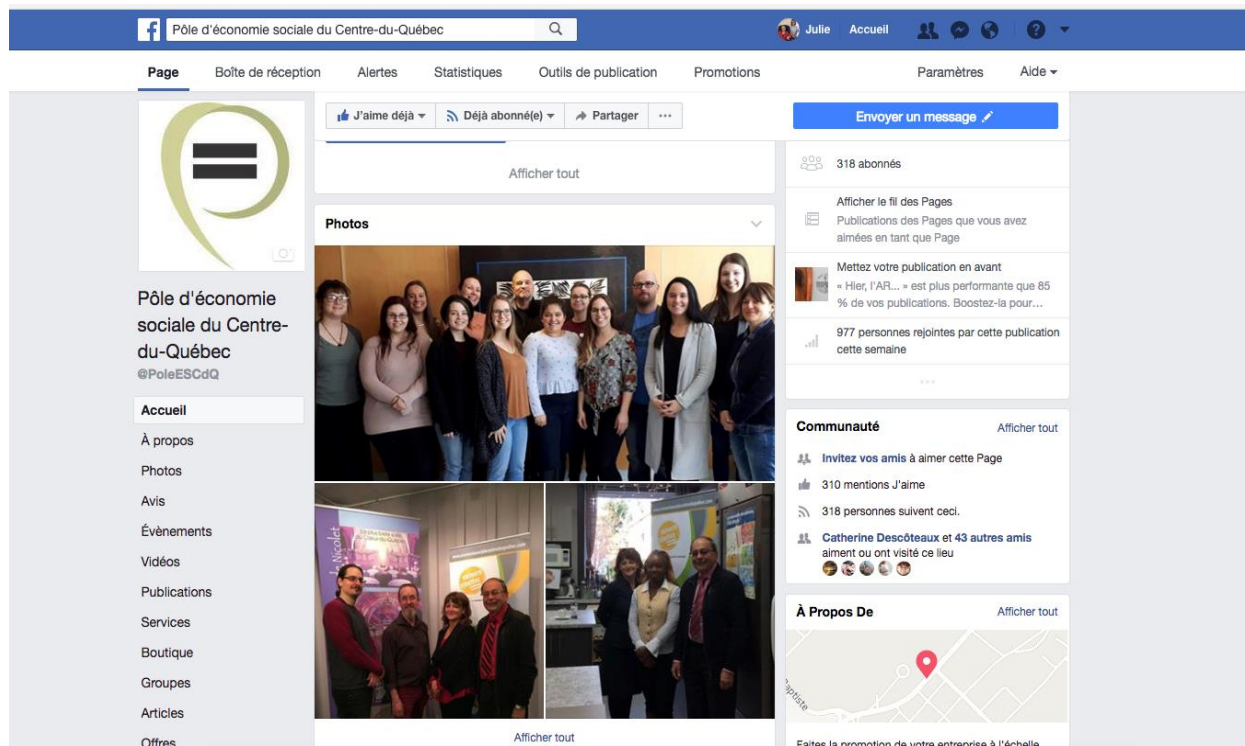
ASSURER LA DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE

▪ **SOURCES ET OUTILS DE DIFFUSION**

Grâce à notre collaboration avec l'organisme de liaison et transfert des Territoires Innovants en Économie Sociale et Solidaire (TIESS), nous sommes inscrits à la plateforme de veille DIIGO. Cette dernière permet de suivre les enjeux et grandes tendances du secteur. Cette source sert plus spécifiquement à nos travaux de veille, liaison et transfert de notre Antenne régionale du TIESS. Nous avons eu une rencontre du comité national de veille.

Par ailleurs, le Chantier de l'économie sociale a été dans l'obligation de fermer le portail national de l'économie sociale considérant la désuétude de la plateforme. Nous avons donc entrepris les travaux nécessaires à la construction d'un site Web pour le Centre-du-Québec. Ce dernier a été réfléchi afin de permettre aux utilisateurs d'avoir de l'information pertinente sur l'économie sociale, d'avoir accès aux coordonnées des entreprises sur leur territoire ainsi que des activités de ces dernières. De plus, plusieurs outils sont disponibles pour les dirigeants d'entreprises d'économie sociale.

Devenue une référence, notre page Facebook est passée de 167 à 318 abonnés. Nous effectuons un survol de l'actualité pour partager certaines publications de nos entreprises ou partenaires sur notre mur. Nous publions les activités du Pôle, les activités d'entreprises ou de nos partenaires ainsi que des offres d'emploi, des appels à projets, des articles, des capsules YouTube, des appels de candidatures, etc. Nous essayons de faire 1 à 2 publications par jour afin de conserver notre page active. De plus, nous utilisons notre page pour la création d'événements.

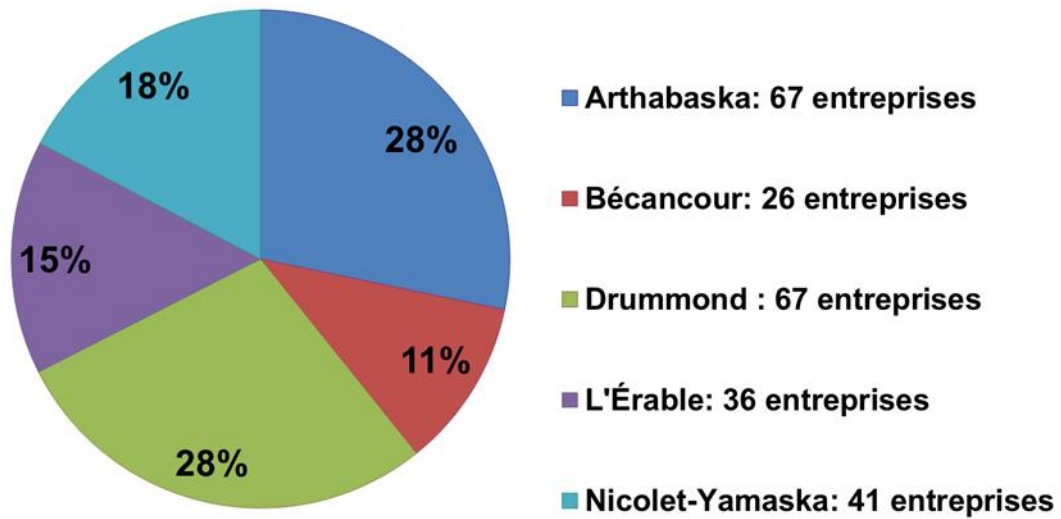


Les communications par courriel sont privilégiées pour les dossiers plus spécifiques, en complément au Facebook :

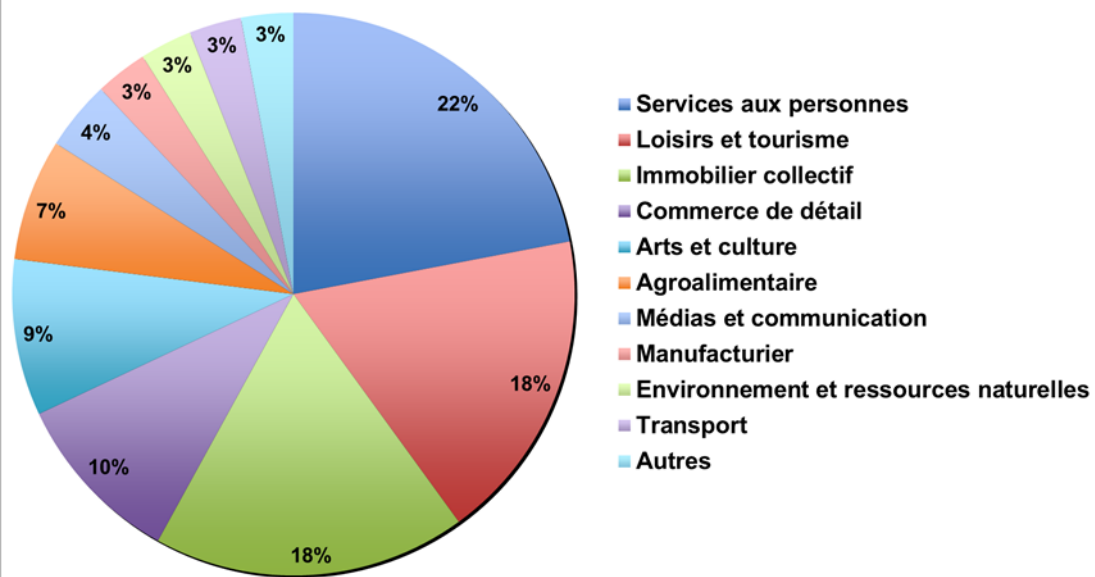
- Invitation aux activités (ex. : semaine de l'économie sociale) et aux formations (ex. : développement durable);
- Information sur des programmes tels que le PICOM (UQTR), le PIEC, etc.

Pour assurer la diffusion de l'information, il nous faut tenir à jour les répertoires d'entreprises. La dernière actualisation fait état de 237 entreprises d'économie sociale pour la région. Rappelons que ces répertoires, par secteur et par territoire de MRC, sont accessibles sur la page Web. Vous trouverez, ci-dessous, la répartition (pourcentages) par MRC et par secteurs d'activité des 225 entreprises d'économie sociale centricoises.

Les entreprises d'économie sociale par MRC



Les entreprises d'économie sociale par secteurs d'activité



ORIENTATION 2

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

1^{ER} OBJECTIF

ASSURER LA PROMOTION ET LE RAYONNEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, NOTAMMENT À TITRE DE LEVIER POUR LA REVITALISATION DES MILIEUX ET DE VÉHICULE POUR LA PROMOTION DES ÉGALITÉS SOCIALES

Cet objectif, qui consiste à positionner l'entrepreneuriat collectif à titre de levier pour la revitalisation des milieux et de véhicule pour la promotion des égalités sociales, nous le travaillons sous divers angles :

- Réseautage des membres du conseil d'administration : Tour de table afin de partager les préoccupations et arrimer les actions de manière à optimiser les interventions.
- Concertation en matière de développement social : participation aux travaux du Comité régional en développement social (CRDS) qui réunit les acteurs locaux et régionaux du développement social (voir : orientation 5).
- Concertations de la Table des MRC :
 - Table des MRC : participation à la consultation régionale pour l'établissement des priorités régionales et participation à la présentation des travaux régionaux en lien avec le nouveau Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR).
 - Chantier 1 : Communauté entrepreneuriale (3 rencontres).
 - Sous-comité de travail pour la mise en œuvre du Pôle régional d'innovation (2 rencontres).
 - Chantier 2 : Attirer des travailleurs pour assurer la croissance et l'avenir de la région (1 rencontre).
 - Chantier 5 : Services de proximité (1 rencontre).
 - Sous-comité de travail (2 rencontres) pour la préparation des rencontres du Chantier.
 - Regroupements régionaux : rencontres (2) de travail pour le repositionnement des organisations régionales avec les travaux de la Table des MRC dans le nouvel écosystème du développement territorial.
- Concertations ad hoc :
 - MRC d'Arthabaska : participation à la planification stratégique (2 rencontres).
 - MRC de L'Érable : panelliste pour la journée thématique sur le logement.
 - Comité de développement social de la MRC de Bécancour : participation à la grande rencontre des partenaires *L'Alimentation au cœur des communautés*.
 - Ville de Bécancour : séance privée d'information sur l'économie sociale.
 - Conseil d'administration : Développement économique de Bécancour (2 rencontres).
 - Organisateur communautaire des MRC de Bécancour et Nicolet-Yamaska : séance privée d'information sur l'économie sociale.
 - Communauté entrepreneuriale des MRC de Bécancour et Nicolet-Yamaska : rencontres (2) de travail.

Nous croyons que le positionnement de l'économie sociale et son développement passent toujours par la concertation des membres du conseil d'administration du Pôle, par le CRDS, particulièrement par les comités locaux de développement social, et surtout nos arrimages avec les MRC. L'année 2017-2018 démontre une reprise importante des concertations, tant locale que régionale, pour le développement global de nos territoires.

2^E OBJECTIF

FAIRE CONNAITRE ET RECONNAITRE LES ENTREPRISES ET LES PARTENAIRES DU SECTEUR DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

▪ Portraits d'entreprises, répertoires et prospectus

Les répertoires territoriaux ont été mis à jour au cours de l'année dans le cadre de la mise en place d'un répertoire sur notre futur site Web. De fait, chacune des entreprises répertoriées aura sa fiche sur le répertoire électronique. Cette mise à jour nous permettra l'impression de notre 4^e édition des prospectus territoriaux, outil promotionnel spécifique aux MRC, au printemps 2018. Rappelons que ces prospectus présentent la liste des entreprises par MRC, les diverses caractéristiques du secteur de l'économie sociale ainsi que les résultats de l'enquête 2016 réalisée auprès des entreprises du secteur, et spécifique à chacune des MRC.

Par ailleurs, on retrouvera sur le site Web les répertoires (version PDF) ainsi que nos portraits d'entreprises.

▪ 8^e édition de la Semaine de l'économie sociale

Quatre (4) activités ont eu lieu au cours de la 8^e édition de la *Semaine de l'économie sociale*. Plus de 100 personnes ont participé à l'une ou l'autre des activités! Rappelons que la Semaine de l'économie sociale est l'occasion d'organiser pour chacune des MRC de la région des activités de réseautage, avec visites d'entreprises ou conférences, où sont conviés les représentantes et représentants d'entreprises d'économie sociale, les élues, élus ainsi que les partenaires locaux et régionaux. Cette semaine thématique vise à mieux faire connaître le modèle entrepreneurial via les réalisations concrètes des entreprises d'économie sociale de notre région, et ce, tant sur le plan de leurs retombées économiques que sociales.

Cette 8^e édition a permis de mettre en évidence la diversité des secteurs d'activité de l'entrepreneuriat collectif. Nous avons visité L'Académie de Boxe Olympique KO96 (MRC d'Arthabaska), le **Café des 4 points** (MRC de Bécancour), le **Centre des Arts populaires de Nicolet** (MRC de Nicolet-Yamaska) et organisé une conférence sur la **CUMO de L'Érable** (MRC de L'Érable). Nous avons dû annuler la visite chez **Axart** (MRC de Drummond), faute d'inscription.

La formule retenue, qui permet la visite de l'entreprise d'accueil a, à tout coup, un effet très structurant pour la connaissance et la reconnaissance de l'économie sociale. La présence des partenaires tels que les députés, fédéraux ou provinciaux, les élues, élus municipaux ainsi que des directions régionales de ministères, est assurément un avancement pour la reconnaissance du secteur, avec ses caractéristiques singulières et surtout pour son apport au développement de nos collectivités. Par contre, tout comme plusieurs autres Pôles d'économie sociale au Québec, à partir de l'année 2018, le Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec organisera le **Mois de l'économie sociale**. Avec ce nouveau calendrier, le type d'activité sera également revu.

▪ Concours | 4 rencontres | Gala régional

Le Pôle est associé au Concours québécois en entrepreneuriat OSEntreprendre. Au printemps 2018, c'est la *Ferme Coopérative Racines Rurales* qui a gagné dans la catégorie Économie sociale. Située à St-Wenceslas, la [Ferme Coopérative Racines Rurales](#) est une ferme maraîchère biologique. L'équipe est constituée de Michaël Barras, Noémie Blanchette-Forget, Sarah Côté Janelle et Quentin Duval.

▪ UQTR | 3 rencontres

Nous avons travaillé avec des enseignants des cours du programme d'administration en vue d'intégrer aux activités d'enseignement des notions sur l'économie sociale. Ce dossier est travaillé en collaboration avec le Pôle d'économie sociale de la Mauricie et le TIESS. Le déploiement des outils (études de cas et vidéo) va se faire au cours de l'année scolaire 2018-2019.

▪ **CÉGEP de Trois-Rivières | 3 rencontres**

Nous avons collaboré à l'élaboration d'un nouveau cadre de stage qui devrait se déployer à l'automne 2018. Nous avons également tenu une séance d'information auprès d'un groupe d'étudiantes en vue de leur préparation pour une mission internationale en France. Leur voyage débutera à Nantes où elles iront à la rencontre d'entreprises oeuvrant dans les domaines du logement, de la culture et de l'aide aux entreprises. Elles termineront leur séjour à Angers où elles pourront visiter, entre autres, des entreprises qui s'occupent de l'aide aux personnes et aux familles, du transport et de l'animation des milieux. Ce travail se fait en collaboration avec le Pôle d'économie sociale de la Mauricie.

▪ **Participation aux activités de promotion des entreprises d'économie sociale**

- 10^e anniversaire de la Radio communautaire CKBN - 90,5 FM
- Activité-bénéfice du Théâtre Belcourt de Baie-du-Febvre
- Colloque de COOPSCO de l'UQTR

ORIENTATION 3

CONSOLIDATION DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

1^{ER} OBJECTIF

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ENTREPRENEURIALES DANS LE CADRE SPÉCIFIQUE DE LA GESTION COLLECTIVE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE | GOUVERNANCE, GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

▪ Plan de formation — Projet pilote du CSMO-ÉSAC | 1 webinaire

Ce projet pilote avait pour objectif la formation de formatrices et formateurs en *parcours professionnalisant* visant l'intégration des démarches de diagnostic (préformation) et d'accompagnement (post formation) en entreprise, aux formations traditionnelles, et ce, pour trois (3) thématiques : la gouvernance, les ressources humaines et les ressources financières. Les étapes de diagnostic et d'accompagnement ayant été des pratiques confirmées par une consultation auprès des gestionnaires d'entreprises. Nous avons eu la collaboration du Cégep de Drummondville ainsi que de la firme Groupe Conseils MCG pour l'élaboration d'une offre de formation en parcours professionnalisant. Pour finaliser le projet, nous avons participé à la présentation du rapport final via un webinaire.

Aussi, le faible taux d'inscription au plan de formation, établie selon un sondage auprès des entreprises de la région, et ce, au cours de trois dernières années, ont conduit le Pôle à cesser l'offre de formation. Le Pôle reste, par ailleurs, disponible pour l'organisation de formation sur demande, ce qui a été le cas pour le réseau des centres de la petite enfance (CPE).

▪ Formation | CPE : Programme image de marque CPE

Cette formation a été donnée par le Centre d'expertise et d'accompagnement en innovation sociale du Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption (CERESO).

Extrait du rapport du CERESO

« Les CPE sont confrontés à des défis d'attractivité et de positionnement marketing suite à la fin du tarif unique. Les changements dans les politiques de financement publiques, l'accroissement du nombre de services de garde subventionnés et non subventionnés et l'implantation de la maternelle 4 ans contribuent à intensifier l'environnement concurrentiel et la pression financière. Dans ce contexte, les gestionnaires des CPE cherchent des solutions pour accroître leur attractivité et mieux positionner la marque CPE, ainsi que la valeur unique et différenciée de leurs installations. Pour répondre à cet objectif, un programme de formation et d'accompagnement en image de marque a été conçu par le CERESO en partenariat avec le Regroupement des CPE de la Montérégie et le Pôle d'économie sociale de l'agglomération de Longueuil. Ce programme a été déployé dans la région du Centre-du-Québec avec la collaboration du Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec auprès d'une cohorte de 17 participants. »

Le taux de satisfaction des personnes participantes de la cohorte du Centre-du-Québec :

- ✓ La personne-ressource avait une bonne connaissance de son contenu et a su le transmettre : 100 %
- ✓ Les méthodes et les stratégies d'animation ont favorisé ma compréhension : 96 %
- ✓ Les objectifs du programme étaient clairs et précis : 92 %
- ✓ Le contenu a suscité mon intérêt : 100 %
- ✓ Le programme a contribué au développement de mes compétences professionnelles : 96 %
- ✓ Les échanges avec les autres ont été enrichissants et ont contribué à mes apprentissages : 92 %
- ✓ Le programme aura des retombées positives sur mon organisation : 100 %

Éléments recensés sur lesquels les participants ont développé des compétences:

- ✓ Mettre en œuvre l'approche marketing dans mon CPE ;
- ✓ Se valoriser selon les distinctions;
- ✓ L'importance de communiquer son image de marque et l'importance des communications marketing;
- ✓ Définir un plan de communication numérique personnalisé selon les clientèles;
- ✓ Concevoir un plan de communication intégré qui inclut l'accueil des parents et des employés.

▪ **Formation | Gouvernance des OBNL**

Cette formation a été offerte aux entreprises d'économie sociale, incorporées sous forme d'OBNL, de la MRC de Bécancour ainsi qu'aux organismes communautaires du territoire. Elle a été rendue possible grâce au financement du CLD et l'organisation de la CDC de la MRC.

▪ **Mentorat | 1 formation**

Nous avons poursuivi notre travail avec les responsables pour assurer la présence de mentors en économie sociale à partir de leurs cellules, et ce, pour toute la région. Avec ce positionnement, les cellules ont pour mandat de recruter des mentors volontaires et le Pôle de les former (formation de base et accompagnement). Le processus s'est finalisé en juin 2017 pour l'ensemble des cellules. Nous avons tout de même commencé la promotion en septembre 2016, ayant un accord pour une gestion régionale des demandes. Ainsi, en absence de mentor formé, une demande de mentorat pouvait être acheminée à une autre cellule de la région.

La promotion est faite via le Facebook du Pôle et nous sommes à la disposition des cellules pour la formation continue auprès de leurs mentors.

▪ **Communauté de pratique « Relève et gestion au féminin » | 3 rencontres**

Notre communauté de pratique, coanimée avec la TCMFCQ, se définit comme une communauté de pratique et de savoir permettant d'optimiser les expertises et les finalités respectives des participantes. Notre communauté de pratique prétend que chacune des membres a une zone d'opération, un réseau formel et informel, des compétences, des savoirs, des objectifs, des enjeux et un mode de fonctionnement riche d'expérience d'où l'intérêt pour un lieu d'échange et de partage.

Les thématiques ciblées sont :

- 1) gouvernance, soit le rôle des directions et celui des conseils d'administration;
- 2) les ressources humaines, tant les employé(e)s que les bénévoles.

Les moyens retenus sont les rencontres régionales, le groupe Facebook et le Dropbox. Les rencontres permettent un temps d'échange entre les participantes et un temps de travail sur des documents spécifiques (ex. : politique de travail).

▪ **Outils de gestion | diffusion**

La diffusion d'outils de gestion (conciliation travail-famille, gouvernance, ressources humaines, ressources financières) a malheureusement été suspendue après la fermeture du portail national où le Pôle avait sa page Web régionale. Nous avons toutefois assuré les référencement par courriel sur demande.

2^E OBJECTIF

APPUYER LES INTERVENTIONS DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT AUX DIFFÉRENTS STADES DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES NOTAMMENT AU PLAN DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DU FINANCEMENT ET DE LA COMMERCIALISATION

▪ Accompagnement entrepreneurial

• **Table d'action en entrepreneuriat Centre-du-Québec | 1 rencontre**

Nous assumons la délégation pour les entreprises d'économie sociale. Rappelons que les trois (3) enjeux retenus sont : éducation à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes, la relève et le soutien au démarrage 0-5 ans. Nous avons également déposé un projet en collaboration avec les Carrefours jeunesse emploi visant à tenir des ateliers et séances d'idéation auprès de jeunes de 17 à 35 ans, mais hors cadre des institutions d'enseignement. La demande (intention de projet) a été déposée à la Table régionale d'action en entrepreneuriat. La réception est positive. Nous espérons le déploiement pour l'automne 2018.

Colloque /Le mur des 5 ans /4 rencontres

Nous avons participé à l'organisation et à l'animation du colloque *Le mur des 5 ans*, piloté par l'Association régionale de développement économique du Centre-du-Québec (ARDECQ) en collaboration avec les conseillers et conseillères économiques des MRC, CLD ou organismes mandataires. Ce colloque fort audacieux se voulait un moment d'échange sur les enjeux de développement des entreprises, particulièrement dans les cinq (5) premières années d'existence : Connaître et comprendre les facteurs clés et les pièges à éviter pour réussir en affaires. Malheureusement, aucune entreprise d'économie sociale n'a été retenue pour le panel et aucune ne s'est inscrite.

Microcrédit / 5 rencontres

L'enquête sur les pratiques en matière de microcrédit au Centre-du-Québec a été finalisée. Nous avons tenu des rencontres de travail avec les cellules locales de microcrédit, le réseau national Microentreprendre et l'ARDECQ. Il y a actuellement une bonne conjoncture, afin de doter notre région d'une organisation dédiée au microcrédit. Aussi, ces rencontres ont permis le dépôt d'un avis de pertinence à la direction régionale du MESI, la rédaction de la charte et des règlements généraux pour un éventuel organisme dédié au microcrédit pour la région. Nous sommes en attente d'un retour du MESI national. Dans le cas d'une réponse positive, des travaux préalables relatifs aux modalités d'accompagnement devront se faire avec les partenaires, notamment des MRC, CLD et organismes mandataires du développement économique.

▪ Interventions en entreprise

(excluant la MRC Nicolet-Yamaska – voir Protocole d'accompagnement pour la MRC Nicolet-Yamaska)

Depuis sa création le Pôle est appelé à intervenir auprès de promoteurs ou entreprises existantes en complément aux interventions des territoires. Soit le Pôle assure une première réponse et, lorsqu'à propos, réfère ces dossiers aux MRC ou organismes mandataires; soit il intervient à la demande des partenaires. Les interventions peuvent être ponctuelles ou, au contraire, s'inscrire dans une démarche, et ce, en regard des besoins. Ces collaborations visent à optimiser le continuum de services. Aussi, le Pôle est la référence en matière d'économie sociale pour les MRC ou organismes mandataires. Le Pôle reçoit en continu des demandes d'information ou d'aide-conseil, et ce, pour divers aspects liés à l'entreprise (programmes, financements, gouvernance, mission, activités économiques...), et pour toutes les phases (prédémarrage, démarrage, consolidation, développement...).

Nombre de dossiers différents : 14

- Nombre de dossiers reçus par les MRC ou organismes mandataires : 7
- Nombre de dossiers référés aux MRC, ou organismes mandataires, et autres partenaires (ex. : ministères, CRDQ, RISQ) : 10

Sujets abordés par intervention :

- Information sur les programmes, outils financiers, outils de gestion : 12
- Aide à la gouvernance (statut associatif) : 7
- Information générale sur l'économie sociale et référencement : 6
- Réseau express et/ou suivis aux aides financières : 4

Données sectorielles, territoriales et différenciées selon le sexe par intervention :

Secteurs d'intervention :	Territoires :	Groupe promoteur représenté par :
<ul style="list-style-type: none"> • Services aux personnes 6 • Commerce de détail 5 • Emploi 2 • Services de proximité 2 • Services aux entreprises 2 • Assurances 1 • Culture 1 • Santé 1 	<ul style="list-style-type: none"> • MRC d'Arthabaska 7 • MRC de Bécancour 6 • MRC de Drummond 5 • MRC de L'Érable 2 	<ul style="list-style-type: none"> • une femme 14 • un homme 6 • le deux 0

• **Protocole d'accompagnement pour la MRC Nicolet-Yamaska**

<u>OBJECTIFS :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'accueil, l'orientation et la référence des promoteurs en économie sociale et pour des projets collectifs; ✓ L'analyse et l'évaluation des besoins de ces promoteurs; ✓ L'analyse et l'évaluation du réalisme et de la viabilité des projets qui lui sont présentés. 	<p>Six (6) dossiers</p> <p>N. B. Pour chacun des dossiers, les gens ont reçu l'information sur les caractéristiques et les structures entrepreneuriales de l'économie sociale.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur de l'agriculture urbaine promoteurs femmes Bilan : considérant leur activité le groupe préfère, pour l'instant, ne pas formaliser leur organisation. • Secteur numérique promoteur homme Bilan : le promoteur préfère développer son projet en mode traditionnel – référencement à la MRC. • Secteur services aux entreprises promoteur femme Bilan : la promotrice préfère développer son offre de services à titre de travailleuse autonome – référencement à la MRC. • Secteur culturel promoteur femme Bilan : la promotrice préfère développer son offre de services à titre de travailleuse autonome – référencement à la MRC. • Secteur services aux personnes promoteur femme Bilan : la promotrice a reçu de l'information et les outils pour la rédaction d'une charte et des règlements généraux ainsi que les différents aspects sur lesquels des discussions doivent se faire avec les autres personnes du groupe promoteur afin de déterminer leurs objectifs et gouvernance. Un retour est attendu. • Secteur services aux personnes promoteurs hommes Bilan : le projet étant limite entre l'économie sociale et l'action communautaire, les promoteurs ont été invités à préciser leurs objectifs – référencement à la CDC. Un retour est possible. 	

<u>OBJECTIFS :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'accompagnement et le service-conseil aux promoteurs et aux entreprises existants lors des projets en prédémarrage, en démarrage, en consolidation, en croissance et dans la recherche de financement; ✓ L'accompagnement des entreprises d'économie sociale existantes dans les activités de gestion courante et dans des contextes d'expansion, de consolidation et de relève au niveau de la direction et/ou de la gouvernance. 	<p>Deux (2) dossiers</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur culturel gestionnaire femme Bilan : aide à la définition et rédaction du poste de direction générale. • Secteur du service aux personnes conseil d'administration (3 hommes, 2 femmes) – équipe de travail (2 femmes) Bilan : 14 rencontres de travail pour le maintien des opérations suite au départ de la direction générale (congé de maladie); 3 rencontres pour assurer la négociation d'un contrat d'achat de services à l'entreprise; aide à la préparation de l'AGA et animation de l'AGA; réseau express pour l'embauche d'une direction par intérim et participation à 6 rencontres du conseil d'administration, notamment les prises de décisions nécessaires aux opérations, à la gestion du congé de maladie de la direction, de la signature du contrat d'achat de services et l'embauche de la direction par intérim. 	

OBJECTIF :	
<p>✓ L'accompagnement et le service-conseil dans l'élaboration du plan d'affaires et le soutien technique requis, en étroite collaboration avec les conseillers en développement économique de la MRC.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Secteur culturel gestionnaire homme — PIEC <p>Bilan : demande d'information pour un projet d'infrastructure; aide à la rédaction. Rencontre tenue avec le ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation (MESI).</p> <p>Bilan : montage financier pour projets d'infrastructure. Intégration au projet pilote sur l'émission d'obligations communautaires. Un suivi est à prévoir. Rencontre tenue avec l'agente de la MRC.</p>	Trois (3) dossiers
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur du loisir gestionnaires hommes — PIEC <p>Bilan : présentation d'un projet d'infrastructure au Pôle et à la MRC. Prochaines étapes : analyse du dossier par des partenaires financiers de l'économie sociale et le ministère de l'Économie, des Sciences et de l'Innovation (MESI); réseau express pour le montage financier; selon les décisions des gestionnaires, il y aura dépôts des demandes d'aide financière.</p>	
OBJECTIF :	
<p>✓ Le service-conseil dans l'élaboration et le soutien pour la rédaction de documents constitutifs.</p>	Deux (2) dossiers
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur agricole gestionnaires hommes <p>Bilan : 7 rencontres ou temps de travail pour discussion, analyse et rédaction des modifications à la charte et aux règlements généraux d'un OBNL en développement local (secteur agricole).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Secteur du service aux personnes promoteur femme <p>Bilan : présentation d'outils de rédaction pour les documents constitutifs (charte et règlements généraux) et 5 rencontres de travail.</p>	
OBJECTIF :	
<p>✓ La diffusion d'outils de gestion auprès des promoteurs.</p>	Un (1) dossier
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur culturel gestionnaire femme <p>Bilan : outils de rédaction pour une politique de travail et une politique contre le harcèlement psychologie.</p>	
OBJECTIF :	
<p>✓ La promotion du Fonds de développement des territoires – Programme d'aide au développement des entreprises en économie sociale et du Fonds local d'investissement (FLI) auprès des promoteurs dont les projets pourraient être admissibles.</p>	Fait dans le cadre des rencontres d'information ou autre, lorsque pertinent.
<ul style="list-style-type: none"> • <u>NB : Démarche en cours pour un protocole avec la Caisse d'économie solidaire pour le fonds Jeunes Entreprises Collectives</u> 	
OBJECTIF :	
<p>✓ L'organisation au besoin de formation pour les promoteurs d'entreprises d'économie sociale et de projets collectifs.</p>	Aucune formation. Par contre, une séance d'information pour l'équipe de la MRC.

Bilan général :

- 6 dossiers d'information et référencement
- 2 dossiers pour constitution ou modification aux documents de constitution
- 3 dossiers pour des projets d'infrastructure
- 3 dossiers d'accompagnement dans les activités de gestion courante, de négociation pour de nouveaux marchés, de relève au niveau de la direction et aide pour la gouvernance (accompagnement du conseil d'administration)

Pour un total de 6 projets évalués, dont deux en voie de structuration et divers services à 4 entreprises d'économie sociale différentes.

- **Interventions des MRC/CLD/organismes mandataires**
 - Nombre d'entreprises d'économie sociale aidées financièrement par le fonds dédié : 14
 - Montants autorisés : 94 115 \$ (fond dédié) et 44625 \$ (fonds local d'investissement)
 - Investissements générés : 3 228 295 \$
 - Nombre d'emplois créés ou maintenus : 58

Le nombre de dossiers ainsi que le nombre d'emplois sont sensiblement les mêmes que l'an dernier. Par contre, les montants autorisés sont près de 45 % moins élevés. Malgré tout, les investissements générés sont de 27 % plus élevés.

- **Interventions de Services Québec**

Investissements dans les entreprises d'économie sociale de la région	
Année financière 2017-2018	
MONTANT TOTAL DES INVESTISSEMENTS	717 280,83 \$
MESURE/PROGRAMME	MONTANT
CONTRAT D'INTÉGRATION AU TRAVAIL ¹	166 786,51 \$
CONCERTATION POUR L'EMPLOI	15 350,50 \$
MESURE DE FORMATION — EMPLOYEURS	51 124,69 \$
PROGRAMME D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL	65 560,28 \$
SUBVENTION SALARIALE ²	418 458,85 \$
RÉPARTITION PAR CLE OU BUREAU DE SERVICES QUÉBEC	MONTANT
DRUMMONDVILLE	413 921,80 \$
BÉCANCOUR	34 202,72 \$
VICTORIAVILLE	61 259,65 \$
PLESSISVILLE	35 990,34 \$
DIRECTION RÉGIONALE	171 906,32 \$

Source : Direction régionale Emploi Québec du Centre-du-Québec

- **Interventions du MESI**

Appel de projets automne 2017 :

- Nombre de demandes d'information : 8
- Nombre de demandes d'admissibilité : 11 (5 OBNL et 1 Coop)
- Nombre de dossiers déposés : 4
- Nombres de dossiers complétés et recommandés au comité national par la direction régionale : 3
- Projet retenu : Centre communautaire St-Pierre pour l'acquisition de l'église St-Pierre-et-Paul et sa conversion en un lieu public et communautaire pour un montant de 337 905 \$ en subvention et un investissement total de 2 149 083 \$. Ce qui représente 7 % de l'enveloppe totale de 5 millions.

Il est à noter que 49 dossiers ont été complétés et recommandés au comité national dont 24 retenus pour un montant de subvention total de 5 072 015 \$ et un total d'investissements de 29 144 052 \$

▪ **Main-d'œuvre**

- **UQTR**

Nous avons assuré la promotion du PICOM et des stages auprès des entreprises. Nous avons également présenté nos entreprises aux responsables de stages, notamment pour le campus de Drummondville.

▪ Financement

• **Journée sur les financements en économie sociale**

Cette activité avait pour principal objectif de démystifier et comprendre les sources de financement pour l'économie sociale. Les principaux outils financiers ont donc été présentés dans une perspective de gestion globale des activités économiques. Ainsi, la matinée a été consacrée aux présentations suivies d'un dîner réseautage pour terminer avec des rendez-vous ciblés et personnalisés entre les gestionnaires et les partenaires pour permettre des questions d'approfondissement, explorer une idée spécifique ou présenter un projet concret.

Nos partenaires et les éléments de leur présentation :

- MESI : programmes, éléments d'analyse d'un dossier, outils de gestion financière (tableaux de bord et coût de revient)
- RISQ (fonds)
- TIESS (obligations communautaires et sociofinancement)
- Caisse d'économie solidaire Desjardins (fonds)
- Investissement Québec (programmes)
- Commerce solidaire (regroupement d'achats) et Akcelos (plateforme de commercialisation)

Étaient également à la disposition des personnes participantes des encarts synthèses sur les programmes du MESI et de Services Québec ainsi que la mise à jour du Relevé des sources de financement en économie sociale, réalisé par le Pôle.

ORIENTATION 4

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR ET DE NOUVEAUX CRÉNEAUX ET PROJETS

1^{ER} OBJECTIF

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DU TRANSFERT

▪ TIESS | 11 rencontres de l'exécutif – 4 rencontres du conseil d'administration — AGA

Le Pôle assure une délégation au conseil d'administration et à l'exécutif de l'organisation depuis sa création en novembre 2013. Nous assurons une représentation au comité sur le *Financement participatif*, dont le sous-comité sur les *Plateformes de sociofinancement*. Le Pôle est également impliqué au sous-comité portant sur les *Émissions d'obligations communautaires*. Pour ce comité, nous avons joint le projet pilote sur l'*Accompagnement d'entreprises dans le processus d'émission d'obligations communautaires* afin de former le Pôle à titre de ressource régionale pour l'accompagnement. Aussi, comme indiqué antérieurement, nous sommes impliqués au comité de *Veille*, nous participons au comité sur les *Impacts et retombées des entreprises collectives et organisations sociales sur le développement des territoires* et, enfin, celui sur l'*Enseignement supérieur* en lien avec notre travail auprès de l'UQTR.

Au cours de l'année, nous avons participé au séminaire sur le *Transfert des connaissances et partage d'expériences*.

▪ Antenne régionale – TIESS | 1 rencontre

Rappelons que l'Antenne régionale est composée des représentantes, représentants des organisations suivantes : Centre d'expertise en gérontologie du cégep de Drummondville, Centre d'innovation sociale en agriculture (CISA) du cégep de Victoriaville, CDRCQM, MRC de L'Érable, Service du développement institutionnel de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et TCMFCQ.

Le principal mandat est d'identifier des enjeux sectoriels ou territoriaux ainsi que de repérer les innovations en entrepreneuriat collectif (intra et extra territorial) afin de prioriser des champs d'études et de transfert. Pour 2017-2018, les énergies furent particulièrement mises pour le développement de projets.

- **La relève agricole au féminin : vers de nouveaux outils collectifs**

Le contexte :

Rappelons que depuis 2016, les partenaires mobilisés dans l'Antenne régionale du Centre-du-Québec autour de l'économie sociale réfléchissent à la question de la relève agricole d'un point de vue féministe. Partant du fait que l'établissement de la relève agricole présente des défis et des enjeux différents pour les femmes et pour les hommes, ces partenaires ont imaginé un projet pour tenter de trouver comment l'économie sociale peut offrir une réponse collective aux spécificités féminines rencontrées en agriculture. Soutenu par le Secrétariat à la condition féminine, le projet *La relève agricole au féminin : vers de nouveaux outils collectifs* s'est décliné en plusieurs étapes clés, soit une enquête sur les enjeux et les besoins des agricultrices et des aspirantes agricultrices, suivi d'un séminaire de mi-projet et d'un forum final portant sur le partage d'expériences et d'expertises.

Les réalités et les enjeux :

Au départ, l'hypothèse de travail était que l'entrepreneuriat collectif pourrait offrir une alternative aux femmes qui souhaitent se lancer en agriculture ou qui y travaillent déjà, notamment en facilitant l'accès à l'établissement, en réduisant l'endettement, en permettant une meilleure conciliation travail-famille et en accroissant la qualité de vie des agricultrices. Que ce soit par le biais de coopératives ou d'associations (OBNL), la mise en commun de ressources qui pourrait potentiellement assurer un meilleur accès à la terre, faciliter l'établissement ou encore consolider les entreprises existantes détenues par des femmes.

Cette hypothèse n'a pas pu être confirmée ni infirmée au terme des travaux du projet, mais force est de constater que même s'ils sont confrontés à des réalités et à des difficultés similaires, les façons dont les hommes et les femmes assument ces défis sont différentes. D'où la nécessité d'offrir des services qui s'adaptent à la répartition effective des tâches et des responsabilités tant professionnelles que familiales. La prise de conscience de la persistance du double standard en milieu agricole pourra, par exemple, contribuer à modifier les pratiques des intervenants lors de l'accompagnement d'un projet agricole (financement, développement, reprise, achat de terres ou de bâtiments, diversification, etc.).

Les faits saillants :

De fait, ce projet aura permis de faire ressortir les éléments suivants :

- Que la conciliation travail-famille est centrale. La charge de travail et la charge familiale laissent sous-entendre des risques d'épuisement et d'isolement.
- Que la question du double standard, soit le traitement et l'impact différenciés selon que nous soyons une femme ou un homme, est importante et que cela influence grandement la relève, l'établissement et la façon de vivre l'agriculture.
- Que l'entrepreneuriat collectif est une forme qui est peu connue des agricultrices, donc peu utilisée et qui, lorsque démystifiée, leur apparaît lourde (temps, gouvernance, etc.).
- Que les services d'accompagnement, programmes ou fonds dédiés au secteur agricole sont malheureusement peu ou mal connus des femmes.

Les outils de transfert :

Ainsi, deux outils ont été créés :

- Une vidéo intitulée *Agricultrices, des vies inspirantes* présentant des agricultrices déterminées, passionnées et inspirantes a été créée afin de s'attaquer aux réalités de la conciliation travail-famille et du double standard.
- Un forum comportant des tables rondes regroupant des femmes travaillant dans une entreprise agricole collective et des partenaires du milieu agricole ainsi que des conférences traitant des besoins et enjeux ressortis au cours du projet afin de sensibiliser sur le modèle de ferme coopérative à partir d'expériences vécues, susciter de l'intérêt face à ce modèle et vaincre certaines résistances.
 - De ce forum ont découlé des *Actes du Forum* qui ont été diffusés dans le milieu agricole ainsi qu'auprès de tous les participants, participantes aux différentes activités du projet.

Les perspectives :

La diversité, la richesse, la complexité des défis et des enjeux, mais également les solutions et les avenues innovantes abordées lors du forum, et plus globalement dans l'ensemble de ce projet, laissent croire qu'un thème porteur a été identifié. La couverture médiatique dont a bénéficié le forum pointe également en ce sens. La relève représente un défi majeur pour l'avenir de l'agriculture au Québec et les femmes prennent de plus en plus leur place dans ce secteur d'activité.

La relève agricole féminine en mode collectif suscite déjà l'intérêt de nombreux réseaux du développement des territoires dans toutes les régions du Québec. Souhaitons que d'autres organisations se joignent à cette réflexion et que le travail amorcé dans le cadre de ce projet puisse se poursuivre. Un projet à plus long terme avec des moyens financiers conséquents sera alors indispensable.

Le comité coordonnateur :

Le déploiement du projet a été possible grâce au comité de coordination auquel étaient impliqués le Pôle (fiduciaire), la TCMFCQ, le TIESS et le CISA, remplacé en cours de projet par *Agricultrices du Québec*. Ce comité a tenu 16 rencontres de travail.

Le comité d'experts :

Les travaux ont été appuyés par un comité d'experts composé : du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), de la Fédération de la relève agricole, La financière agricole, La fiducie du Chantier de l'économie sociale, les MRC d'Arthabaska et de L'Érable et la Coopérative de développement régional. Ce comité a été consulté à deux (2) reprises soit en vue de la tenue du séminaire et par la suite, pour le forum et les outils de transfert.

- **L'apport de l'économie sociale en regard des enjeux liés au maintien des personnes âgées dans leur communauté, notamment en milieu rural | 2 rencontres**

La question de l'implication de l'économie sociale face aux enjeux du vieillissement de la population est une priorité depuis le début des travaux de l'Antenne. Nous avons ainsi travaillé au projet *Pour favoriser l'innovation dans les entreprises d'économie sociale et permettre aux aînés de demeurer dans leur communauté : identifier, implanter et évaluer des pratiques porteuses*, déposé par le Cégep de Drummondville dans le cadre du programme d'innovation dans les collèges et la communauté. Si le projet est retenu, le Pôle sera de l'équipe de recherche.

2^E OBJECTIF

SOUTENIR L'EXPERIMENTATION, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CONSOLIDATION DE NOUVEAUX PROJETS ET CRÉNEAUX

- **Projet Jeunesse | 1 rencontre et 4 conférences téléphoniques**

Le contexte :

Dans le cadre du renouvellement de la stratégie d'action jeunesse, le Chantier de l'économie sociale a déposé une demande de projet pilote visant l'expérimentation de l'entrepreneuriat collectif chez les jeunes (17 -29 ans). Les projets de cinq (5) Pôles ont été retenus, soit le Pôle des Premières Nations, de Laval, du Bas-St-Laurent, de l'Outaouais et du Centre-du-Québec. Les projets se sont déroulés d'avril 2017 à mars 2018.

Les objectifs :

Pour notre région, le projet visait deux axes :

- Sensibiliser les jeunes (17-29 ans) à l'économie sociale, aux perspectives d'engagement citoyen, de carrières et de création d'entreprises collectives de même qu'aux créneaux porteurs pour le développement de nouvelles entreprises.
- Faire vivre des expérimentations ou expériences d'entrepreneuriat collectif aux jeunes à partir de leurs propres idées de projets; Créer les conditions favorables au développement d'entreprises collectives par les jeunes; Outiller les jeunes afin qu'ils puissent développer des entreprises collectives dans de nouveaux créneaux.

Les résultats :

- Plus de 160 jeunes rejoints au cours de l'année.
- 4 collaborations développées avec les institutions d'enseignement supérieur du Centre-du-Québec :
 - Université du Québec à Trois-Rivières
 - Cégep de Drummondville
 - Cégep de Victoriaville
 - Institution Kiuna
- 2 plans d'affaires créés.
- 6 activités d'idéation et de prédémarrage, dont une participation au StartUp Premières Nations (Université de Concordia novembre 2017).
- 10 activités de sensibilisation.
- Création de nouveaux outils dont un signet résumé de l'économie sociale, des modules de formations pour jeunes en processus de prédémarrage, une vidéo et un podcast mettant en vedette deux entreprises de la région : Axart et le Parc Marie-Victorin.

▪ **Projet en développement durable | 4 conférences téléphoniques**

Projet pilote conduit par le Centre québécois en développement durable (CQDD), en collaboration avec les Pôles de Montréal, de Longueuil, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre-du-Québec; il prévoit de la formation et de l'accompagnement pour les entreprises du secteur. Il prévoit également une collaboration avec le TIESS afin de parfaire des outils de transfert permettant, à terme, aux autres Pôles de s'approprier la démarche. Le projet est soutenu financièrement par le programme d'innovation du MESI et se déploiera auprès des entreprises en 2018-2019.

Par ailleurs, nous avons déposé et obtenu un projet PICOM pour le développement d'un visuel qui associe le secteur de l'économie sociale et du développement durable. Les réalisations des étudiantes et étudiants seront déposées aux membres du comité pilote.

ORIENTATION 5

VIGIE ET REPRÉSENTATION

1^{ER} OBJECTIF

ASSURER, EN PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX ET NATIONAUX, LES VIGIES ET REPRÉSENTATIONS NÉCESSAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT OPTIMAL DU SECTEUR

▪ **Comité régional en développement social Centre-du-Québec | 9 rencontres**

Le Pôle siège au « grand » comité régional du développement social (3 rencontres), au comité stratégique (5 rencontres) ainsi qu'au comité directeur de l'entente administrative signée avec les MRC de la région (1 rencontre). Rappelons que le CRDS regroupe une vingtaine de partenaires dont des partenaires régionaux, territoriaux et de secteurs diversifiés. Ensemble, ils forment ce groupe d'experts du développement social au Centre-du-Québec. Le CRDS développe des stratégies afin de mobiliser les partenaires autour d'une vision intégrée du développement social dans la région. Respectant le principe du bas vers le haut (bottom-up), en se basant sur les besoins des communautés et via l'expertise de ses membres, il agit comme catalyseur. Il stimule, soutient et contribue à la mise en œuvre d'initiatives régionales, supralocales et locales pour ensuite en évaluer les retombées sur la qualité de vie des personnes et des communautés. C'est sous cet angle que le Pôle collabore et assure le positionnement de l'économie sociale à titre d'outil de développement des territoires.

L'année 2017-2018 a permis de positionner les travaux du CRDS et ainsi optimiser la contribution des partenaires régionaux aux développements des territoires, notamment avec la co-animation du Chantier de la Table des MRC : *Services de proximité*.

▪ **Table régionale en développement durable | aucune rencontre**

Le comité régional en environnement assure la direction de la Table régionale en développement durable. Il s'agit d'un espace de co-construction pour outiller les partenaires de cette concertation régionale. Cette année, aucune rencontre n'a été convoquée. Cela n'a pas empêché le Pôle d'évoluer en la matière, notamment par sa participation au projet pilote, conduit par le Centre québécois en développement durable (CQDD), en partenariat avec les Pôles de Montréal, Longueuil, Saguenay-Lac-Saint-Jean (voir objectif 2 de l'orientation 4).

▪ **Pôles de l'économie sociale | AGA du Chantier de l'économie sociale — RISQ — Fiducie — Commerce solidaire**

Nous avons eu trois (3) rencontres régulières permettant un suivi au **PAGES** et, surtout, des échanges sur les travaux en région. Un dossier important fut l'application administrative du protocole des Pôles avec le MESI ainsi que le financement, pour lequel une rencontre spécifique a dû être convoquée. Ce sont ajoutés deux (2) conférences téléphoniques pour le dossier du positionnement des Pôles, trois (3) pour le cadre de référence ; une pour le membership ainsi qu'un webinaire sur le créneau : *Enjeux sur le vieillissement de la population* (PAGES). Nous avons participé au forum sur l'écosystème de développement de l'économie sociale.

▪ **Table des partenaires pour le plan d'action gouvernemental en économie sociale | 1 — rencontre**

Il s'agit de l'instance de consultation du gouvernement en regard de la Loi sur l'économie sociale. Notre région et celle de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont été déléguées pour représenter les Pôles. Siègent également à cette table des représentantes, représentants du Chantier de l'économie sociale, du mouvement coopératif (CQCM et CDRQ), de la FQM et de l'UMQ. Les rencontres servent à faire un bilan de la mise en œuvre du **PAGES**.